

***Le 8 mai dernier, le journaliste Georges Malbrunot a affirmé sur [RTL](#) que la France combattait la junte malienne par le biais d'anciens légionnaires ukrainiens insérés auprès des rebelles touareg, reprenant et nourrissant une rumeur orchestrée par les réseaux de désinformation russes au Sahel.***

\*\*\*

Le sujet du Sahel est sensible en France. Une partie de nos compatriotes et une forte diaspora en sont originaires. Le retrait français après une décennie d'efforts et de sacrifices reste une plaie ouverte au cœur de nombreux militaires français. Par ailleurs, les fantasmes sur la Françafrique, nourris du souvenir trouble des diamants de Bokassa, des valises d'Omar Bongo et des ingérences françaises passées, nourrissent tous les soupçons dès qu'il est question de ce continent et en faussent la compréhension.

Dès 2017, les opérateurs russes en guerre informationnelle de Wagner ont répandu la légende d'une collusion entre la France et les groupes rebelles qu'elle avait combattus en Centrafrique. Le narratif était grossier mais simple. Il a pris.

Recyclé au Mali à partir de 2018, il y a trouvé un terreau particulièrement fertile grâce à l'hostilité historique entre la majorité des Maliens et la minorité Touareg. Les premiers affrontements ont commencé avec la guerre de 1962-64, dès l'indépendance acquise. Les tensions ne sont jamais retombées depuis.

S'ils ont bien accueilli les Français lors des opérations Serval et Barkhane contre les djihadistes à partir de 2013, les rebelles Touareg ont montré très peu d'enthousiasme à l'idée de voir revenir dans la région qu'ils nomment l'Azawad l'administration et l'armée maliennes, qu'ils avaient militairement chassées en 2012. Tout en garantissant la souveraineté de Bamako sur l'ensemble de son territoire, les alliés du Mali l'ont alors incité à adopter un profil bas. Le déploiement par l'ONU de la MINUSMA à Kidal devait assurer une transition en douceur, pour ne pas jeter les Touareg dans les bras des islamistes. Un règlement politique général interviendrait une fois la paix revenue. Certains militaires et dirigeants maliens n'ont jamais vraiment accepté ce compromis provisoire, dicté par la réalité des rapports de force, allant parfois jusqu'à considérer que l'ennemi principal n'était pas les djihadistes mais les séparatistes Touareg.

Les opérateurs russes en guerre de l'information ont exploité cette faille, assimilant ces derniers aux terroristes. Raccourcis et amalgames ont progressivement ancré l'idée selon laquelle ceux qui entretenaient des relations avec les Touareg, étaient complices des terroristes. Les Français comme les 60 nations qui ont participé à la MINUSMA !... Il s'agit d'un des prétextes de la rupture initiée par Assimi Goïta et de son rapprochement avec Moscou. La manière dont des contradictions réelles entre les alliés a été utilisée pour pousser à la rupture est un cas d'école de guerre de l'information.

Acculé par leur effondrement militaire du printemps 2026 le nouveau régime de Bamako et ses mercenaires russes n'ont d'autre choix que de reprendre l'ascendant sur le terrain narratif pour atténuer l'impact de la situation sur le terrain. La recette éprouvée d'un complot de la communauté internationale en lien avec les terroristes a été resservie. Des publications

coordonnées dans différents Etats d'Afrique ont répandu le mythe d'une opération des Ukrainiens et des forces spéciales occidentales. Le principe, classique en guerre de l'information, est de voiler la faillite des autorités derrière une théorie du complot et en désignant des responsables extérieurs.

C'est dans ce contexte que doivent être replacés les propos de Georges Malbrunot le 8 mai dernier sur RTL : « *Les forces françaises ne sont officiellement plus sur le sol malien, et pourtant elles continuent à opérer indirectement. Selon une source sécuritaire française, la France se repose notamment sur de nombreux militaires ukrainiens francophones passés par la Légion étrangère.* »

Que les Ukrainiens, dont le sol est envahi, cherchent à combattre les Russes où qu'ils se trouvent est understandable. Ils l'ont déjà fait par le passé, bien que la situation sur le front ne leur permette guère de distraire beaucoup d'hommes sur un théâtre aussi secondaire que le Mali. S'ils avaient effectivement appuyé les forces touareg ces dernières semaines, laisser l'*Africa Corps* se retirer intact et disponible pour d'autres engagements constituerait pour eux un grave échec. Cela seul démontre que, même s'ils avaient été présents, leur impact et leur influence auraient été anecdotiques.

Il reste la question d'un hypothétique engagement indirect français.

Malbrunot adopte visiblement le narratif de la France « *chassée du Mali* » qui chercherait à prendre sa revanche, suivant une grille de lecture territoriale et néocoloniale archaïque, où présence implique possession et puissance.

Pourtant, il n'était nul besoin de coups tordus dans l'ombre pour s'opposer aux juntes. Il aurait suffi d'une compagnie de marsouins pour faire échec aux putschs ; et ce sont des milliers de soldats français aguerris qui étaient sur place. Quand le choix s'est posé, l'Elysée a fait celui de la non-ingérence, au nom du respect de la souveraineté des Etats concernés, au détriment de la solidarité démocratique.

L'armée française n'a pas été « *chassée* » du Sahel, la sémantique est importante, car elle ne l'occupait pas. Elle combattait aux côtés et à la demande de pays alliés ; elle a cessé de le faire lorsque les conditions qui avaient présidé à son engagement au Sahel n'ont plus été réunis à cause du renversement des gouvernements légitimes.

Paris ne cherche pas à revenir pour verser un sang précieux et les milliards qu'elle n'a plus sur des terres pauvres et enclavées. Elle a même saisi l'opportunité de ce désengagement pour fermer toutes ses bases d'Afrique, parfois au grand dam de ses alliés, afin de concentrer ses forces dans ses zones d'intérêt prioritaires : Europe orientale, Moyen-Orient et Indopacifique. Il faut aussi dire que, malgré le narratif du pillage néocolonial de l'Afrique par la France, le Mali représente 0,003 % du commerce extérieur français ; il n'y a pas de quoi nourrir beaucoup de regrets...

La cote de popularité des juntes n'est, certes, pas très haute au Quai et à l'Elysée, mais personne ne souhaite voir à leur place les djihadistes qui menacent de déstabiliser jusqu'au Golfe de Guinée, avec les conséquences stratégiques et migratoires que l'on imagine.

Cerise sur le gâteau, une mission d'appui couverte à des insurgés relèverait, en fonction du contexte, de la DGSE ou des forces spéciales, dont la Légion étrangère ne fait pas partie. Il faut n'avoir aucune connaissance de la chose militaire pour imaginer un état-major monter une opération de ce type avec des soldats retraités des forces conventionnelles, d'origine étrangère de surcroît.

Il semble que Georges Malbrunot ait, involontairement, servi de caisse de résonance à une attaque informationnelle délibérée. Ses propos ont été abondamment instrumentalisés par les réseaux de désinformation russes et AES comme « *preuve* » que la France était bien l'organisatrice du terrorisme au Sahel.

La caractéristique d'une société ouverte n'est pas d'être infaillible mais de constituer un écosystème capable de corriger spontanément ses erreurs. La société civile ne peut pas se substituer aux journalistes professionnels, mais elle est capable d'en signaler certaines erreurs et de contribuer à la robustesse cognitive et critique collective. C'est à la fois une force et un impératif dans l'environnement informationnel instable et pollué qui est le nôtre.